

Communiqué de Presse

Le 2 Septembre 2021

RDC : Catastrophe climatique imminente si la communauté internationale reste silencieuse sur le plan d'ouverture de la deuxième plus grande forêt tropicale du monde à l'exploitation forestière industrielle, avertissent les ONG

Dans une lettre aux bailleurs de fonds internationaux pour le climat, un groupe d'organisations environnementales et de défense des droits humains de premier plan met en garde contre une catastrophe climatique et de biodiversité imminente à la suite d'un plan visant à lever un moratoire de près de 20 ans sur les nouveaux titres d'exploitation forestière en RDC, annoncé par la Vice-Première ministre, ministre de l'Environnement et du Développement durable, Eve Bazaiba. [1]

La République Démocratique du Congo (RDC) abrite la deuxième plus grande forêt tropicale du monde après le Brésil. Elle abrite 40 millions d'habitants, un réservoir de carbone et une réserve de biodiversité d'importance mondiale. C'est aussi une barrière naturelle contre la propagation des maladies zoonotiques. Alors que certaines parties de l'Amazonie deviennent maintenant des émetteurs nets de carbone [2], le bassin du Congo est jusqu'à présent resté relativement intact, bien que les taux de déforestation aient augmenté ces dernières années.

Le plan de lever le moratoire national sur l'exploitation forestière, en place depuis 2002, menace d'aggraver la crise climatique à un moment où le monde est loin de maintenir le réchauffement climatique à moins de 1,5 °Celsius au-dessus des niveaux préindustriels - le maximum nécessaire pour éviter les effets les plus dévastateurs du changement climatique. [3] Il précède également une conférence internationale cruciale sur la biodiversité qui sera lancée à Kunming, en Chine, le mois prochain et la conférence sur le climat à Glasgow en novembre, et au milieu des négociations entre l'Initiative pour la Forêt de l'Afrique Centrale (CAFI - un groupement de gouvernements internationaux) et le gouvernement de la RDC sur un possible investissement de 1 milliard de dollars pour protéger ses forêts.

Si le moratoire est levé comme prévu, les ONG avertissent que la superficie de la forêt tropicale de la RDC remise aux entreprises forestières pourrait augmenter de 20 millions d'hectares - une superficie de la taille de la Grande-Bretagne. Cependant, potentiellement jusqu'à 60-70 millions d'hectares de forêts intactes [4], abritant des milliers de communautés locales et de peuples autochtones et des espèces menacées telles que les gorilles de montagne, les éléphants de forêt et l'Okapi endémique, sont menacés. Il est bien établi que même l'exploitation forestière « sélective » est la cause dominante de la perte de forêts intactes en Afrique, car elle repose sur un vaste réseau routier pour atteindre de faibles densités d'arbres à valeur commerciale. [5]

L'analyse de la Rainforest Foundation UK (RFUK) montre que parmi les zones forestières susceptibles d'être cédées aux forestiers, il y aurait plus d'un million d'hectares dans des tourbières. On pense que celles-ci stockent plus de 2 000 tonnes de carbone par hectare. La quantité de dioxyde de carbone risquant d'être libérée des zones des tourbières de la RDC

affectées par d'éventuelles nouvelles concessions forestières a été estimée à plus de 10 milliards de tonnes, ce qui équivaut à près de 200 ans d'émissions nationales annuelles de carbone de la Norvège. [6]

Dans la lettre aux donateurs, les ONG avertissent qu'il n'y a rien dans le système de concessions forestières existant pour suggérer pourquoi un programme de soutien international crédible pour protéger les forêts de la RDC tolérerait l'expansion de celui-ci. [7] L'exploitation forestière en RDC est gangrénée par la corruption, cause de dommages environnementaux généralisés et de conflits sociaux, et ne génère presque aucun avantage pour l'économie congolaise. Non seulement la levée du moratoire contreviendrait à un décret présidentiel de 2005, mais on estime également que bon nombre des concessions forestières existantes dans le pays sont illégales. [8]

Ces dernières années, il y a eu plusieurs violations majeures du moratoire, couvrant des millions d'hectares. Des ONG congolaises locales ont déposé une plainte contre l'ancien ministre de l'Environnement. Plus récemment, l'actuelle ministre de l'Environnement a fermement refusé de répondre au tollé général causé par l'attribution illégale l'an dernier d'une concession de "conservation" forestière de la taille des Bahamas à une entreprise dont l'un des actionnaires est un entrepreneur minier belge. [9]

Au lieu d'étendre l'industrie forestière, les ONG et d'autres groupes congolais disent qu'elle devrait être réduite, et que soit plutôt assuré un soutien beaucoup plus important aux communautés locales et autochtones vivant en première ligne de la déforestation. [10] Les preuves scientifiques du monde entier montrent de plus en plus que les forêts sous contrôle local et autochtone stockent plus de carbone, abritent plus de biodiversité et profitent à plus de personnes, comme le reconnaissent le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) et la Plate-forme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques (IPBES).

Irène Wabiwa Betoko, cheffe de projet international pour la forêt du bassin du Congo : « *Le Président congolais Félix Tshisekedi a fait la promesse lors du dernier Sommet virtuel des dirigeants sur le climat d'étendre la protection des forêts. Quelques mois plus tard, il a voté pour le renouvellement de l'exploitation forestière industrielle. A Bruxelles, Londres ou Washington, les bailleurs parlent d'une économie verte tout en continuant à financer des pays dont les politiques nuisent aux communautés locales, accélèrent les extinctions massives et réchauffent la planète. Le peuple congolais et la communauté internationale méritent mieux.* »

Joe Eisen, directeur de Rainforest Foundation UK (RFUK), a déclaré : « *Avec la diminution rapide du budget carbone mondial pour éviter les pires impacts du changement climatique, toute levée du moratoire représente l'une des plus grandes menaces pour les forêts tropicales du monde entier. Plutôt que de rester silencieuse sur ce plan mal pensé, la communauté internationale doit maintenant travailler avec le gouvernement congolais et la société civile pour soutenir les communautés locales et autochtones afin de protéger et de prospérer dans l'écosystème "vital".* »

Tørris Jæger, secrétaire général de Rainforest Foundation Norway (RFN), a déclaré : « *Le développement durable pour les générations présentes et futures en RDC dépend directement*

de la protection des forêts tropicales intactes du pays. Sécuriser les terres des peuples autochtones – une priorité pour le président Tshisekedi – et une augmentation substantielle du soutien à la gestion communautaire des forêts devraient être des priorités stratégiques pour la RDC, y compris dans son partenariat avec l'Initiative pour les forêts d'Afrique centrale.

»

FIN

Contacts médias :

Joe Eisen (Directeur RFUK) joe@rainforestuk.org, +44 (0) 207 485 0193

Tørris Jæger (Secrétaire général de RFN) toerris@rainforest.no, +47 476 55 132

Irène Wabiwa (Greenpeace Afrique, cheffe de Projet International pour la forêt du Bassin du Congo) iwabiwa@greenpeace.org , +243976756102

Notes à l'éditeur :

[1] L'annonce de la levée prévue du moratoire est disponible [ici](#).

[2] De nombreux scientifiques pensent que [certaines parties de l'Amazonie deviennent désormais des émetteurs nets de carbone](#).

[3] Une évaluation récente des contributions déterminées au niveau national (CDN) à l'Accord de Paris sur le climat a révélé que le [monde est très loin d'être sur la bonne voie pour maintenir le réchauffement climatique à moins de 1,5 Celsius au-dessus des niveaux préindustriels](#).

[4] La RDC contient environ [60 à 70 millions d'hectares de forêts intactes, une superficie à peu près de la taille de la France](#).

[5] L'exploitation forestière sélective est [le principal moteur de forêts tropicales intactes](#).

[6] Voir ici pour l'analyse des [émissions potentielles de carbone d'une augmentation de l'exploitation forestière industrielle dans les tourbières de la Cuvette Centrale en RDC](#).

[7] Voir la lettre des ONG aux donateurs internationaux [ici](#).

[8] L'[arrêté présidentiel de 2005 sur le moratoire sur l'exploitation forestière en RDC](#).

[9] Un exemple d'allocations illégales récentes en RDC peut être trouvé [ici](#).

[10] Voir cette étude récente sur [le manque de financement climatique atteignant les peuples autochtones et d'autres communautés locales](#).